

(3) Pascal ROGGERO, sociologue, CIRESS-LEREPS, Université de Toulouse 1
Atelier MCX 33 « Anthro-Politique et gouvernance des systèmes territoriaux »,

La complexité généralisée en sciences sociales : faiblesses actuelles et forces potentielles à partir de quelques expériences

Je ne vous dirai pas, dans le peu de temps qui m'est imparti, les raisons qui m'ont poussé, il y a déjà longtemps, à m'engager dans ce projet qui m'amène ici aujourd'hui, c'est-à-dire celui de tenter d'utiliser et de promouvoir l'utilisation de la « pensée complexe ». Mes raisons sont probablement les mêmes que les vôtres. Je voudrais plutôt m'attacher à décrire, pour ce que j'en connais à partir de mon expérience, une situation qui m'apparaît comme étant problématique, celle de la complexité généralisée, ou générale, dans les sciences sociales. Aussi je m'attacherai à des considérations essentiellement institutionnelles et je vous prie de m'excuser par avance de la nature de ce propos mais, de mon point de vue, l'heure est grave. Si la situation est périlleuse, incertaine, fragile, comme l'écrivait Hölderlin : « là où croît le danger croît aussi ce qui sauve ». Je reste donc persuadé que des stratégies sont possibles pour surmonter ces difficultés et assurer la pérennité de cette pensée à laquelle nous sommes collectivement attachés. Je souhaiterais faire, dans ce sens, quelques propositions destinées à nourrir ce débat dont je suis heureux qu'il ait lieu tant je le jugeais nécessaire. S'il est centré sur quelques expériences issues des sciences sociales, le propos rencontrera, je crois, des préoccupations qu'à des degrés divers et sous des formes différentes, beaucoup d'entre vous doivent éprouver dans leurs activités.

Je vous propose donc d'abord de décrire succinctement le projet de l'équipe que j'anime à l'université de Toulouse1, ensuite les difficultés que nous rencontrons mais qui sont plus générales et, enfin, l'esquisse de solutions qui m'apparaissent envisageables.

Un projet qui avance : créer les conditions d'une recherche pérenne sur l'« opérationnalisation de la pensée complexe » notamment à propos du territoire

. Trois dimensions principales orientent notre projet : la recherche-formation, l'insertion dans des réseaux de recherche et l'articulation avec le débat public.

Sur le plan de la recherche-formation, depuis une quinzaine d'années maintenant existe à l'université de Toulouse 1, une équipe de recherche de sociologues et politologues qui s'est progressivement étoffée – aujourd'hui une petite dizaine d'enseignants-chercheurs et une quinzaine de doctorants – qui développe une recherche sur une approche complexe des territoires et, pour être plus précis, sur l'« opérationnalisation » de la pensée complexe pour rendre compte des politiques publiques et des dynamiques territoriales. Notre existence a été permise par une présence active, en amont, sur le plan pédagogique. Des cours consacrés à la systémique et aux approches de la complexité ont ainsi été mis en œuvre dans le cadre des enseignements de sociologie. Et, nous avons obtenu en 2004, la création d'un Master recherche intitulé *Systémique complexe appliquée aux territoires* qui fonctionne depuis lors avec une petite quinzaine d'étudiants. Nous disposons donc d'un dispositif assez cohérent associant formation et équipe de recherche.

En second lieu, nous avons développé une action d'insertion dans des réseaux à la fois proprement disciplinaires (Association internationale des sociologues de langue française notamment où nous animons un comité de recherche *systèmes complexes et politiques territoriales*, Association française de sociologie avec la création d'un groupe « Sociologie et systèmes complexes ») et plus centrés sur la « complexité générale » (MCX) ou la systémique (Union européenne de systémique) et, plus récemment, sur la « complexité restreinte » (*ACI Systèmes complexes en SHS*). Devant la difficulté de valoriser nos travaux dans l'espace de publication scientifique dominé par les disciplines et généralement rétif aux références à la complexité, nous avons créé une revue *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, qui est un bel instrument au service de la complexité en sciences sociales.

Enfin, notre activité a aussi consisté à tenter de diffuser nos réflexions auprès des acteurs locaux, dans la perspective de susciter le débat public sur le territoire à partir des problématiques de la complexité. Ainsi avons-nous organisé en mai 2003, une grande rencontre – *Anthropolitique et gouvernance des systèmes territoriaux* – associant des chercheurs, des représentants politiques et associatifs, des étudiants et des consultants, en partenariat avec le Conseil régional de Midi-Pyrénées, qui a connu un succès inespéré et donné lieu à la publication d'actes. L'intérêt suscité par cette initiative témoigne de l'existence d'un besoin d'échange entre chercheurs et acteurs du territoire qui nous engage à envisager la suite, sous des formes restant à inventer.

Tout cela pourrait constituer la chronique plutôt positive d'un projet d'équipe avançant tranquillement mais l'image serait trompeuse tant les obstacles temporairement surmontés ne cessent de se redresser devant nous et continuent d'hypothéquer sa pérennité.

Des obstacles récurrents dans le contexte académique

Parmi ces difficultés, il en est de purement contingentes dont je parlerai pas, celles dont je voudrais faire état ici sont plus générales et, à ce titre, concernent notre réseau.

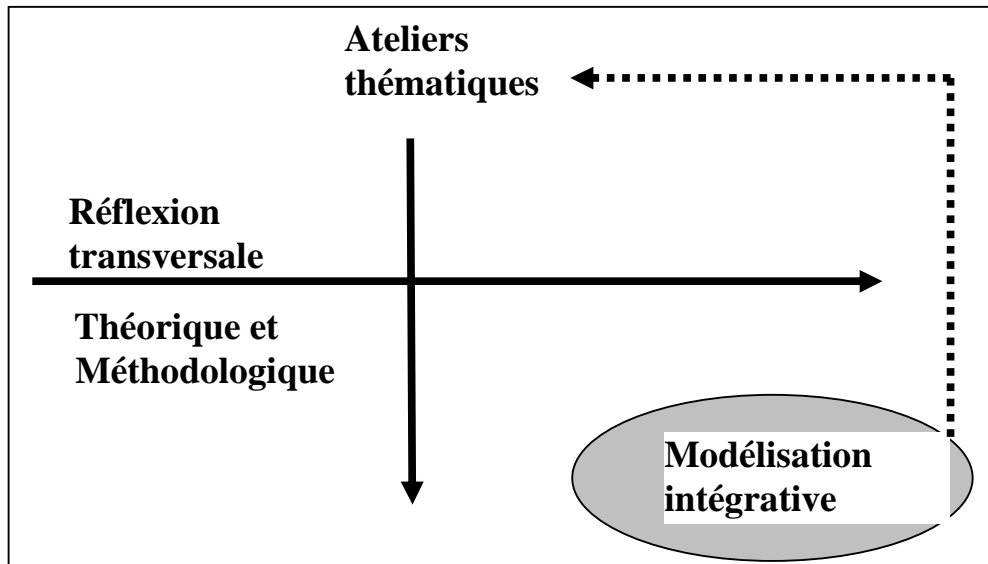
La « pensée complexe » n'étant pas, malheureusement, une référence valorisée sinon légitime dans de nombreux domaines de la recherche, les chercheurs qui s'en réclament rencontrent un problème de reconnaissance académique. Cela s'explique aisément. En effet, nous sommes placés, dans le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, devant cette « injonction paradoxale » qui consiste à devoir nous inscrire dans une discipline, à y être reconnus comme faisant partie de la « communauté » alors que, de par notre projet même, nous essayons d'en sortir en prônant et en tentant de pratiquer la transdisciplinarité. Cette situation a des conséquences très concrètes : difficultés relatives à la « qualification » pour nos jeunes docteurs, pénurie de candidats aux postes d'enseignants-chercheurs ayant un profil « complexe », réserves des enseignants-chercheurs en place à l'égard de projets de recherche nécessitant un fort investissement intellectuel initial et ne présentant que peu d'opportunités de valorisation académique, etc. Sans changement notable, le risque est grand de voir se détourner de nous la plupart des jeunes chercheurs, on ne peut évidemment pas se satisfaire d'une telle situation, potentiellement mortelle. En l'occurrence, je ne crois pas, au moins à court terme, en des évolutions institutionnelles qui changeraient significativement la donne. Si l'on peut espérer, avec le temps, un hypothétique effet générationnel, pour que des positions stratégiques en nombre suffisant puissent y être occupées par des personnes sensibles ou sensibilisées à nos idées, il me semble plus réaliste de compter sur nos propres forces *hic et nunc*. D'ores et déjà, rien n'interdit que nous prenions la peine d'identifier plus clairement nos ressources existantes pour pouvoir les mobiliser, le cas échéant, en soutien à nos projets de recrutement, de recherche ou autres. Mais, ce déficit de reconnaissance académique nous interroge aussi sur notre capacité à produire des connaissances susceptibles d'être admises par les communautés scientifiques. En la matière, on nous fait souvent le reproche d'en rester au niveau de la posture épistémologique et de nous contenter de propos trop « théoriques ». En d'autres termes, la « pensée complexe » pécherait par insuffisance d'« opérationnalisation », c'est-à-dire qu'elle ne disposerait en l'état d'une véritable capacité à rendre compte, en sciences sociales, du « terrain ». Je crois cette critique, partiellement au moins, justifiée. Ces difficultés académiques appellent, de mon point de vue, une véritable réflexion collective à laquelle je voudrais contribuer par quelques propositions.

Propositions à débattre : organisation, capitalisation et mutualisation

En tant qu'enseignant-chercheur inscrit dans un champ scientifique impliqué dans l'avenir de jeunes chercheurs, je partage le diagnostic de Robert Delorme à propos de la science économique, à savoir que pour envisager de contrebattre le paradigme dominant il nous manque « *un système articulant fondements, méthode, cadre théorique et mises en oeuvre empiriques types, constituant les points d'appui exemplaires de l'appartenance à la communauté scientifique et de la reconnaissance entre pairs* » (A9, Cerisy, 2005). Le problème me semble

assez voisin en sociologie. En conséquence, je suis d'accord quand il préconise de travailler à l'élaboration d'un tel système intégrant épistémologie, concepts, méthodes et outils empiriques. Or, il me semble que nous y travaillons peu collectivement alors que nous pourrions le faire avec de réels atouts. Si l'on peut penser qu'une telle « modélisation intégrative » connaisse des modulations selon les champs disciplinaires, il est probable que le schéma général soit commun à l'ensemble des sciences sociales et, peut-être, bien au-delà. Cela m'amène à évoquer la question de l'organisation et de la capitalisation de nos échanges.

Une meilleure organisation de nos échanges



Si nous pouvons nous féliciter de notre diversité, nous devons aussi nous soucier, en bonne dialogique, de notre unité. Or, il me semble que nous pourrions le faire par un travail de « structuration » de nos échanges. Je crois pertinent, possible et nécessaire d'introduire plus de transversalité pour travailler sur la « modélisation intégrative » évoquée plus haut. Nos nombreux ateliers, essentiellement thématiques et/ou plus ou moins disciplinaires, seraient associés à ce travail de fond. On pourrait ainsi mobiliser chercheurs et praticiens sur des questionnements transversaux théoriques et méthodologiques (ex. la dialogique : quelles définitions ? Quelles utilisations ? Quelles saisies empiriques ? Etc.). On aurait alors un dispositif croisé pouvant se représenter ainsi :

Une réelle capitalisation

En organisant bien la réflexion transversale, nous pourrions parvenir à mieux « capitaliser » c'est-à-dire mieux identifier, par-delà notre convergence épistémologique, nos points d'accord théorique et méthodologique, nous enrichir mutuellement de nos différences tant disciplinaires que d'activités. La transdisciplinarité serait ainsi plus concrètement au coeur de notre travail et la « pratique » serait représentée dans le processus même de la production théorique et méthodologique. Les rencontres concrétisant ce travail dont il faudrait penser soigneusement la préparation et les modalités, pourraient donner lieu à des publications particulièrement significatives pour les membres du réseau et aussi pour l'extérieur. Sur ces bases, il serait possible d'envisager des collaborations constructives avec les réseaux de la « complexité restreinte » et avec les milieux disciplinaires. Je crois que nous pourrions ainsi gagner en visibilité et en crédibilité pour mieux défendre nos idées dans la recherche et dans l'action.

Mieux faire réseau : mutualiser

Pour terminer, je souhaiterais nous exhorter à nous entraider plus activement et, de mon point de vue, il y a urgence. Encourager, mutualiser, fédérer les initiatives qui entrent dans le cadre de notre projet est une impérative nécessité sans laquelle on peut douter sérieusement de l'avenir de notre petite communauté. Sur la base de la connaissance partagée, précise, et actualisée de ce que les uns et les autres nous faisons, de nos projets, il me semble essentiel que nous développions des partenariats, des collaborations et des mutualisations. Parmi d'autres, trois registres me semblent devoir être pris en compte dans nos efforts collectifs futurs si l'on veut mieux prendre en compte la recherche en sciences sociales :

- les espaces de publication : je l'ai déjà dit, il y a là une réelle difficulté pour les chercheurs et notamment les jeunes. Si nous voulons que des jeunes chercheurs puissent s'investir avec nous, il faut leur permettre autre chose que la stigmatisation ou le refus des revues académiques. C'est le sens de la création de la revue *Nouvelles perspectives en sciences sociales* (qui, j'ose le signaler, ne pourra être pérennisée sans un minimum d'abonnements). Une action déterminée devrait être engagée sur ce plan (recensement de toutes les revues non hermétiques à la complexité, information sur les opportunités existantes, proposition systématique de n° spéciaux, etc.).
- la formation : il est vital que nous puissions former à la complexité. Dans ce sens, nous avons créé le master recherche que j'ai signalé précédemment, *Systémique complexe appliquée aux territoires*, en obtenant une habilitation par le ministère qui n'était pas gagnée d'avance. Le problème auquel nous nous heurtons, en le surmontant pour l'instant, est son recrutement, local alors même qu'il devrait être beaucoup plus large. Là encore nous avons besoin d'un réel soutien. Mais, par-delà le cas de cette formation, il faut poser la question plus générale ment. N'est-il pas temps d'examiner précisément les formations existantes, au moins au plan européen, pour essayer de construire ensemble un Master européen permettant des échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, associant des « praticiens », autorisant à des acteurs sensibles à nos questionnements un approfondissement de leurs connaissances ? Je ne sais pas ce que dira T. Ambrosio mais il est bien possible que nous nous retrouvions sur cette idée d'une nécessaire européanisation de notre réseau européen. Je sais que les chercheurs attachés aux systèmes complexes envisagent de labelliser très bientôt un doctorat dédié à ce type de recherche sur la base de partenariats existants déjà entre des institutions d' « excellence ». A n'en pas douter le pouvoir d'attraction de leur dispositif est déjà considérable.
- la mise en oeuvre de projets de recherche, de recherche-action ou d'animation du débat public associant plusieurs membres du réseau ou le réseau lui-même, me semble faire défaut. Ces projets pourraient, sous certaines conditions, concourir pour des financements européens qui donneraient des moyens pour le fonctionnement et l'animation de notre réseau. Là encore, nous ne mutualisons pas assez nos informations, nos relations, nos savoir-faire en la matière, en partie au moins, par méconnaissance les uns des autres.

Voilà quelques remarques que m'inspire mon expérience et que je tenais à vous communiquer dans la perspective de nourrir un débat auquel nous serons avec l'équipe que j'anime, particulièrement attentifs.